

Considérant qu'il s'impose dès lors d'abroger l'arrêté ministériel du 13 juin 1974 déterminant le prix de vente maximum au public des livres importés et l'arrêté ministériel du 13 juillet 1977 relatif à la fixation du prix maximum de vente au public de périodiques importés;

Arrête :

**Article 1er.** L'arrêté ministériel du 13 juin 1974 déterminant le prix de vente maximum au public des livres importés et l'arrêté ministériel du 13 juillet 1977 relatif à la fixation du prix maximum de vente au public de périodiques importés sont abrogés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 juin 1987.

Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 1057

28 AVRIL 1987

Arrêté ministériel exonérant la spécialité Bacifurane, gélules, de la prescription médicale

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifiée par la loi du 21 juin 1983, notamment l'article 6, alinéa 3;

Vu l'avis de la Commission des Médicaments,

Arrête :

**Article 1er.** La délivrance de la spécialité pharmaceutique, Bacifurane, gélules, n'est plus soumise à prescription médicale.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 avril 1987.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Overwegend dat het derhalve noodzakelijk is het ministerieel besluit van 13 juni 1974 houdende vaststelling van de maximumverkooprij aan het publiek van ingevoerde boeken en het ministerieel besluit van 13 juli 1977 betreffende de vaststelling van de maximumverkooprij aan het publiek van ingevoerde tijdschriften op te heffen;

Besluit :

**Artikel 1.** Het ministerieel besluit van 13 juni 1974 houdende vaststelling van de maximumverkooprij aan het publiek voor de ingevoerde boeken en het ministerieel besluit van 13 juli 1977 betreffende de vaststelling van de maximumverkooprij aan het publiek van ingevoerde tijdschriften worden opgeheven.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 7 juni 1987.

Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU

N. 87 — 1057

28 APRIL 1987

Ministerieel besluit waardoor de specialiteit Bacifurane, gelulen, van het geneeskundig voorschrift vrijgesteld wordt

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1983, inzonderheid artikel 6, alinea 3;

Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie,

Besluit :

**Artikel 1.** De aflevering van de farmaceutische specialiteit Bacifurane, gelulen, is niet meer aan een geneeskundig voorschrift onderworpen.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 28 april 1987.

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 87 — 1058

22 DECEMBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant approbation des modifications statutaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1er, V, 1°;

Vu le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, et spécialement son article 3;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 1er et 2;

Vu la délibération de l'Exécutif régional wallon du 30 octobre 1986 donnant un accord de principe sur le projet de statuts de la Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu l'expédition de la décision de modification des statuts adoptée par l'assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des Distributions d'Eau du 19 décembre 1986;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 modifié par celui du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** Les modifications aux statuts de la Société wallonne des Distributions d'Eau telles qu'elles sont fixées dans la décision précitée du 19 décembre 1986 et ci-après reproduites en annexe, sont approuvées.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 1986.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,  
M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,  
de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,  
A. LIENARD

#### Société wallonne des Distributions d'Eau

Société coopérative, Hôtel de Ville, place du Marché, 4800 Verviers

*Extrait du procès-verbal  
de l'assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 1986 à Verviers  
(point 4 de l'ordre du jour : adoption des nouveaux statuts)*

Par 12 107 509 voix pour et 266 755 voix contre, l'assemblée générale extraordinaire a adopté les statuts repris ci-dessous :

#### STATUTS DE LA S.W.D.E.

##### CHAPITRE Ier. — Constitution, siège, objet et durée de la société

**Article 1er.** Il est fondé, sous forme de société coopérative, entre la Région wallonne, les provinces, les communes, les associations de communes, les centres publics d'aide sociale et les particuliers qui détiennent des parts sociales de la Société nationale des Distributions d'Eau et qui relèvent de la Région wallonne ou qui adhèrent aux présents statuts, une association sous la dénomination de Société wallonne des Distributions d'Eau. Son siège social est établi à Verviers.

Des directions décentralisées assurent l'exploitation d'un ou plusieurs services.

**Art. 2.** La société a pour objet :

1° l'étude, l'établissement et l'exploitation de services publics de distribution d'eau par canalisation en Région wallonne;

2° l'étude et l'établissement de réseaux d'adduction et de distribution d'eau en dehors de la Région wallonne, pour compte de tiers.

Elle peut accomplir toutes opérations se rattachant à son objet.

**Art. 3.** La société est constituée pour une période prenant fin à la date d'entrée en vigueur d'un décret prononçant sa dissolution et réglant les modalités de sa liquidation et la situation de ses agents.

##### CHAPITRE II. — Fonds social, emprunts et obligations

**Art. 4.** Sans préjudice de l'article 19 du décret du 23 avril 1986 portant constitution de la S.W.D.E., le capital social se compose d'autant de séries de parts qu'il y a de services distincts de distributions d'eau; ces parts peuvent être souscrites par la Région, les provinces, les communes, les associations de communes, les centres publics d'aide sociale et les particuliers.

Les associés ne s'engagent que divisément. Ils ne sont tenus des engagements de la société qu'à concurrence du montant de leur souscription.

Le capital social est illimité.

**Art. 5.** Par dérogation aux articles 7, 5° et 144, 4°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (livre Ier, titre IX du Code de commerce) et conformément à l'article 20, § 2, du décret du 23 avril 1986 portant constitution de la S.W.D.E., le montant du fonds social initial et celui du fonds social minimum seront inscrits dans les statuts selon la procédure de modification des statuts prévue à l'article 3, § 2, du décret, au plus tard un an après la constitution de la société.

**Art. 6.** En ce qui concerne les parts afférentes à chaque service, les versements se font aux dates fixées par le conseil d'administration, moyennant préavis d'un mois, sauf la faculté pour la Région, les provinces, les communes et les associations de communes de se libérer de leurs souscriptions par annuités.

Les titres des annuités souscrites sont immédiatement remis à la société. Ils sont inaliénables.

**Art. 7.** Tout versement en retard portera, de plein droit et sans mise en demeure, intérêt au profit de la société au taux d'intérêt légal en matière civile ou commerciale.

Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale et sur avis du comité consultatif concerné, le conseil d'administration peut, après un double avertissement donné à deux mois d'intervalle, prononcer l'exclusion des associés en retard. L'associé exclu peut faire appel à l'Exécutif qui statue après avoir entendu le conseil d'administration en ses explications.

**Art. 8.** Aucun versement de fonds ne peut être fait par un associé au-delà des quotités appelées, sans l'autorisation du conseil d'administration.

**Art. 9.** Les parts sociales peuvent être cédées à des provinces, communes ou associations de communes moyennant l'autorisation du conseil d'administration.

**Art. 10.** Avec l'autorisation de l'Exécutif, la société peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation des annuités qui lui sont dues par les communes, les associations de communes, les provinces et la Région. Ces emprunts et obligations doivent être amortis en nonante ans au plus.

**CHAPITRE III. — Admission, démission, exclusion des associés et retrait des versements**

Art. 11. L'admission de nouveaux associés est prononcée par le conseil d'administration, qui fixe les conditions de leur admission.

Si les nouveaux associés sont appelés à faire partie d'un service existant, le conseil ne peut se prononcer qu'après avoir entendu le comité consultatif de ce service.

Si l'entrée d'un nouvel associé dans un service nécessite l'augmentation du capital du service, l'admission ne peut être prononcée par le conseil que sur avis du comité consultatif de ce service.

Si le conseil d'administration refuse l'admission, l'intéressé peut faire appel à l'Exécutif, qui statue après avoir entendu le conseil en ses explications.

Art. 12. Tout associé nouveau doit, dès son admission, verser sur le montant de sa souscription, une somme proportionnellement égale aux versements appelés sur la part des autres associés du service dont il fera partie.

Art. 13. Toute demande de démission d'un associé est soumise au conseil d'administration sur avis du comité consultatif du service dont l'intéressé fait partie.

La décision du conseil d'administration est motivée et doit être approuvée par l'Exécutif.

En cas de refus, l'associé demandeur dispose d'un recours auprès de l'Exécutif.

Par dérogation à l'article 153 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le montant de la part à restituer au démissionnaire sera fixé par le conseil d'administration, après avis du comité consultatif du service.

Art. 14. Quand un associé ne remplit pas les obligations qu'il a contractées à l'égard de la société, son exclusion peut être prononcée par une décision motivée du conseil d'administration, sur avis du comité consultatif du service auquel il appartient et sous réserve d'approbation par l'assemblée générale, sauf recours, par l'associé exclu, à l'Exécutif.

Par dérogation à l'article 153 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le montant de la part à restituer à l'associé exclu sera fixé par le conseil d'administration après avis du comité consultatif.

Art. 15. Aucun retrait de versement ne peut être fait qu'avec l'autorisation du conseil d'administration, sauf recours à l'assemblée générale.

**CHAPITRE IV. — Administration de la société, direction et surveillance**

*Paragraphe 1er. — Le conseil d'administration*

Art. 16. La société est administrée par un conseil d'administration et un directeur général assisté d'un directeur général adjoint.

Le conseil d'administration est composé de douze membres dont un président, un premier vice-président et un second vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement du premier vice-président, il est remplacé par le deuxième vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement du deuxième vice-président, le conseil est présidé par le membre le plus ancien. A égalité d'ancienneté, le conseil est présidé par le membre le plus âgé.

Art. 17. § 1er. Les membres du conseil d'administration sont nommés et peuvent être révoqués pour moitié dont le président par l'Exécutif, et pour moitié par l'assemblée générale des associés à l'exclusion de la Région.

§ 2. Six administrateurs, au moins, sont désignés parmi les bourgmestres, échevins, conseillers communaux, présidents et membres des conseils de l'aide sociale des C.P.A.S. des communes associées.

§ 3. Le conseil d'administration désigne un premier vice-président et un second vice-président parmi ses membres.

§ 4. Le mandat du président, des vice-présidents et des autres administrateurs est d'une durée de six ans : il peut être renouvelé indéfiniment pour le même terme.

§ 5. Tous les trois ans, et pour la première fois, trois ans après la première assemblée générale ordinaire, six membres du conseil dont trois à la nomination de l'Exécutif, et trois à la nomination de l'assemblée, cessent leurs fonctions. Un tirage au sort déterminera, la première fois, l'ordre de sortie.

§ 6. En cas de vacance d'une des places d'administrateur à la nomination de l'assemblée générale, le conseil d'administration peut pourvoir provisoirement à la vacance; l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

§ 7. Celui qui est appelé à remplacer le président, un vice-président ou un administrateur avant l'expiration du mandat de celui-ci, achève le mandat interrompu.

§ 8. L'administrateur qui est, en outre, conseiller communal ou conseiller de l'aide sociale, et qui perdrait cette qualité, est démissionnaire d'office et remplacé lors de la première assemblée générale qui suit la perte de cette qualité.

Art. 18. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par les statuts à l'assemblée générale est de sa compétence.

Outre les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par les statuts, il pourvoit à toutes les affaires sociales, notamment :

il fixe le capital afférent à l'établissement de chaque service;

il décide la création de parts nouvelles;

il décide l'établissement, la reprise et l'extension des services de distribution d'eau ainsi que, sur l'avis conforme des comités consultatifs intéressés, la fusion de leurs services;

il acquiert et aliène tous biens, meubles et immeubles;

il fait tous traités, achats et marchés pour l'établissement et l'exploitation des services créés ou à créer;

il fait les emprunts et les émissions d'obligations;

il fournit les garanties pour sûreté des engagements contractés par la société et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle;

il détermine le placement des fonds disponibles et dispose des fonds mis en dépôt ou en compte courant;

il arrête les règlements relatifs à l'organisation des services, ainsi que les règlements d'administration ou d'ordre intérieur;

il fixe et modifie les tarifs;

il crée les comités techniques et autres qui lui paraissent nécessaires;

il nomme, suspend et révoque tous agents et employés, fixe leurs traitements, salaires et gratifications, et peut déterminer leurs attributions et affectations;

- il propose à l'Exécutif le cadre ainsi que le statut administratif et pécuniaire des agents;
- il autorise toutes actions judiciaires;
- il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la société;
- il reçoit toutes sommes et valeurs revenant à la société;
- il renonce à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et donne mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, sans avoir à justifier d'aucun paiement;
- il provoque les déclarations d'utilité publique et poursuit les expropriations au nom de la société, moyennant l'autorisation préalable de l'Exécutif;
- il fixe, pour chaque service, lors de la constitution du capital y afférent, en vue de l'application des dispositions des articles 6 et 42 des présents statuts, le taux de l'intérêt ainsi que le nombre d'années à prendre comme base pour le calcul des annuités qui seraient souscrites par la Région, les provinces, les communes et les associations de communes, ou de l'amortissement des sommes qui seraient versées, en capital par les communes, ou en leur lieu et place, conformément à l'article 5 du décret du 23 avril 1986;
- chaque année, il dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de gestion dans les formes prescrites par l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, et transmet à l'Exécutif ou au Membre que celui-ci délègue à cette fin, un rapport sur les opérations et la situation de la société. Le dernier bilan y est joint;
- il fixe le montant des indemnités et jetons de présence éventuels des délégués des associés dans les comités consultatifs et à l'assemblée générale;
- il prendra toutes dispositions en rapport avec l'article 2, 2<sup>o</sup> des présents statuts.
- Art. 19. Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs au président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à son remplaçant, qui les exercera sur avis du directeur général.
- Art. 20. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou de celui qui le remplace; il doit être réuni lorsque quatre administrateurs le demandent.
- La présence de la majorité des membres est nécessaire pour délibérer valablement.
- Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage, le président de séance a voix prépondérante.
- En cas d'abstention du président de séance et de partage des voix, la proposition est rejetée.
- Art. 21. Si, à deux reprises et après convocations régulières, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance qui suit la troisième convocation, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets qui ont été portés trois fois de suite à l'ordre du jour.
- Art. 22. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège de la société. Les procès-verbaux sont signés par les membres qui ont pris part à la délibération.
- Art. 23. Conformément à l'article 9 du décret du 23 avril 1986 et aux articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, deux commissaires désignés par l'Exécutif siègent avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de contrôle de la Société.
- Un commissaire est le membre de l'Exécutif ayant l'Eau dans ses attributions, ou son représentant, l'autre est le membre de l'Exécutif ayant le budget dans ses attributions, ou son représentant.
- Art. 24. Il est porté annuellement aux frais généraux une somme à répartir entre le président et les membres du conseil d'administration d'après un règlement à arrêter entre eux avec l'approbation de l'Exécutif.

#### Paragraphe 2. — Le directeur général

- Art. 25. Le directeur général et le directeur général adjoint sont nommés et peuvent être révoqués par l'Exécutif.
- L'Exécutif règle ce qui a trait aux rémunérations et à la durée des fonctions du directeur général et du directeur général adjoint.
- En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, ses fonctions sont remplies par le directeur général adjoint.
- En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général et du directeur général adjoint, le conseil d'administration peut désigner un de ses membres pour remplir temporairement leurs fonctions.
- Art. 26. Le directeur général, assisté du directeur général adjoint, est notamment chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration et de la gestion journalière des affaires de la Société dont il rend compte au conseil d'administration.
- Le directeur général assiste avec voix consultative aux séances du conseil d'administration. Le directeur général adjoint en assume le secrétariat.
- A l'égard des tiers, le directeur général représente la Société dans tous les actes relatifs à cette gestion journalière.
- Les actions judiciaires sont exercées à sa poursuite et à sa diligence.
- Il signe, en exécution des résolutions du conseil d'administration, les conventions et actes de toute nature, sans devoir produire aucun pouvoir.
- Il délivre également les copies et extraits des procès-verbaux du conseil d'administration, de l'assemblée générale, du comité de surveillance et des comités consultatifs.

#### Paragraphe 3. — Le contrôle de la société

- Art. 27. Le comité de surveillance est composé de six commissaires.
- Cinq commissaires sont présentés par les Provinces associées. Ils sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale. Leur mandat est d'un an et peut être renouvelé indéfiniment.
- En cas de vacance d'une place de commissaire, il y est pourvu par l'assemblée générale, à sa première réunion.
- Toutefois, si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.
- Celui qui est appelé à remplacer un commissaire avant l'expiration du mandat de ce dernier, achève, le cas échéant, le mandat interrompu.

Le sixième commissaire est le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou, s'il échet, l'inspecteur général de l'Eau de la même direction générale.

Il est porté annuellement aux frais généraux une somme à répartir entre les commissaires d'après un règlement à fixer par le conseil d'administration et approuvé par l'Exécutif.

Art. 28. Le comité de surveillance donne son avis sur les affaires qui lui sont soumises par le conseil d'administration.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et de toutes les écritures sans déplacement de ces documents.

Il est remis aux commissaires, chaque semestre, par le conseil d'administration, un état résumant la situation active et passive de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables, et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Le commissaire nommé par l'Exécutif conformément à l'article 27 des présents statuts, est, en outre, chargé du contrôle de l'exécution du programme des travaux subsidiaires. S'il le souhaite, il joint une note au rapport du comité de surveillance à l'assemblée générale.

Art. 29. § 1er. L'assemblée générale nomme un commissaire-réviseur conformément aux articles 64 à 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le commissaire-réviseur choisi par l'assemblée générale est nommé pour trois ans. Sa rémunération est fixée par l'assemblée générale.

En cas de vacance du mandat de commissaire-réviseur avant l'expiration du délai normal, il y est pourvu par l'assemblée générale à sa première réunion.

Celui qui est désigné pour remplacer un commissaire-réviseur, achève le mandat de son prédécesseur.

Chaque trimestre, un état des encaisses est remis au commissaire-réviseur.

Le commissaire-réviseur doit soumettre à l'approbation de l'assemblée générale les résultats de sa mission et lui faire les propositions qu'il estime nécessaires.

§ 2. Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public un ou plusieurs réviseurs peuvent être désignés par l'Exécutif parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

§ 3. Les réviseurs désignés conformément aux § 1er et § 2 ci-dessus remettent un rapport commun à l'assemblée générale.

#### Paragraphe 4. — Les comités consultatifs

Art. 30. Il est créé, pour chaque service de distribution d'eau en exploitation, un comité consultatif présidé par un délégué du conseil d'administration et composé des associés détenteurs de parts sociales souscrites pour la création de ce service, à l'exclusion de la Région et des provinces.

Le fonctionnement de ces comités est fixé par un règlement du conseil d'administration approuvé par l'assemblée générale.

Chaque comité se réunit au moins une fois par an pour examiner les comptes annuels.

Tous les comités du ressort d'une même direction décentralisée sont réunis au moins une fois par an en assemblée commune.

Sont soumis obligatoirement à l'avis de ce comité :

- 1° Tout projet d'extension, de réduction ou de modification du service;
- 2° Tout projet de fusion d'un service avec un ou plusieurs autres;
- 3° Tout projet de modification des tarifs de vente de l'eau;
- 4° La limitation et l'utilisation du fonds de prévision du service;
- 5° Toute proposition d'admission d'un nouveau membre qui ferait éventuellement partie du service;
- 6° Toute demande de démission ou toute proposition d'exclusion d'un associé qui fait partie du service;
- 7° Tout programme de travaux intéressant le service.

#### CHAPITRE V. — L'assemblée générale

Art. 31. L'assemblée générale se compose des associés, des membres du conseil d'administration, du directeur général, du directeur général adjoint et des membres du comité de surveillance.

Chaque associé ne peut se faire représenter, par procuration écrite, à l'assemblée générale que par un seul délégué. Les associés ont autant de voix qu'ils possèdent de parts.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de parts dépassant la cinquième partie des parts souscrites ou les deux cinquièmes des parts représentées à l'assemblée.

Pour la nomination des administrateurs, cette limite est calculée en faisant abstraction des parts de la Région.

Art. 32. Il est tenu, chaque année et pour la première fois en 1987 à Verviers, le dernier mardi du mois de mai, à quinze heures, une assemblée générale ordinaire des associés.

Art. 33. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse l'inventaire ainsi que le bilan, le compte de résultats et ses annexes. Ceux-ci sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

L'assemblée générale annuelle entend les rapports de gestion des administrateurs, du ou des commissaire(s)-réviseur(s) et du comité de surveillance et statue sur l'adoption des comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée se prononce sur la décharge des administrateurs, du ou des commissaire(s)-réviseur(s) et des membres du comité de surveillance.

Les comptes annuels sont déposés dans les trente jours après leur approbation au greffe du tribunal de commerce du siège de la société.

L'assemblée générale procède à l'élection des administrateurs, du commissaire-réviseur et des commissaires en remplacement des titulaires sortants, démissionnaires ou décédés, dont la nomination lui appartient.

Les représentants de la Région ne peuvent participer à la désignation des administrateurs.

Art. 34. Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires.

Il doit les convoquer dans les trente jours, sur la demande du comité de surveillance, d'un commissaire-réviseur ou d'associés représentant le cinquième du capital social. Cette demande est accompagnée d'un ordre du jour précisant ce qui doit être traité par l'assemblée.

Art. 35. Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres recommandées et par avis inséré au *Moniteur belge*, vingt jours au moins avant l'assemblée générale. Celle-ci ne peut statuer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour.

Art. 36. Le bureau de l'assemblée générale se compose des membres du conseil d'administration, du directeur général et du directeur général adjoint.

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration et, à son défaut, par celui qui le remplace.

Le président choisit le secrétaire.

En cas de vote, le bureau s'adjoint deux délégués des associés comme scrutateurs.

Une liste de présence indiquant les noms des associés et le nombre des parts qu'ils représentent, est signée par chacun d'eux en entrant à l'assemblée.

Art. 37. L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre de parts représentées. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises ou représentées. En cas de parité, la proposition est rejetée.

Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications aux statuts, sur l'exclusion d'un associé, sur l'abandon de l'exploitation ou la cession de tout ou partie d'un service de distribution, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la partie du capital représentée par les associés présents.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune proposition n'est admise si elle ne réunit les voix de la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Toute modification aux statuts doit être approuvée par l'Exécutif.

Art. 38. Le vote au scrutin secret est de droit s'il est demandé par dix associés et il est obligatoire pour les nominations et les révocations.

Le bureau doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le secret absolu du vote.

Le conseil d'administration fixe dans un règlement qu'il soumet à l'assemblée générale, le mode de délibération de celle-ci et les formalités nécessaires pour y être admis.

Art. 39. Le procès-verbal de l'assemblée générale est signé par les membres du bureau et par les associés qui le demandent.

#### CHAPITRE VI. — *Comptes des services, comptes et bilan, répartition des bénéfices, fonds de réserve*

Art. 40. Chaque service distinct de distribution d'eau fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité sociale.

La quote-part du service dans les frais généraux de la société y est portée en dépenses; elle est déterminée d'après le montant des capitaux investis dans les travaux d'établissement, d'extension, et d'amélioration de ce service affecté d'un coefficient de réévaluation fixé annuellement par le conseil d'administration.

Art. 41. Si le compte d'un service est clôturé par un solde négatif, celui-ci doit être apuré en espèces par les associés de ce service, à l'exclusion de la Région et des provinces.

Le montant à apurer est réparti parmi les associés communaux proportionnellement aux quantités d'eau consommées dans leur commune pendant l'exercice écoulé.

Il doit être payé dans les deux mois à partir de la présentation du compte par la société.

Art. 42. Après déduction des dépenses, l'excédent des recettes de chaque service servira à :

1. constituer à concurrence du 1/20<sup>ème</sup> de cet excédent la réserve commune à tous les services; le maximum de cette réserve sera fixé par l'assemblée générale;

2. distribuer un dividende aux détenteurs de parts de ce service, sauf à la Région et aux provinces, à moins qu'il ne s'agisse de parts souscrites temporairement par ces pouvoirs publics en lieu et place des communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue.

Le dividende sera calculé au prorata des charges financières supportées par chaque associé pendant l'exercice concerné. Le conseil d'administration peut, pour ce calcul, transformer en une annuité fictive tout versement en espèces en libération de parts.

Toutefois, le dividende ne pourra dépasser pour les communes et les associations de communes ou pour les parts souscrites à la décharge des communes par la Région ou les provinces, la somme correspondant à l'intérêt et à l'amortissement des versements effectués ou le montant de l'annuité souscrite. Il cessera d'être distribué lorsque l'amortissement de leurs parts sociales sera complètement effectué.

Pour les centres publics d'aide sociale et les particuliers, le dividende ne pourra dépasser 4 % des versements effectués;

3. si, après cette répartition, il reste un excédent et si, pour un exercice antérieur, le dividende attribué aux associés est resté inférieur aux limites fixées au § 2, l'assemblée générale pourra affecter l'excédent, sur proposition du conseil d'administration, et après avis du comité consultatif concerné, à concurrence de la moitié au maximum, au paiement d'un dividende supplémentaire pour l'exercice concerné, sans que les limites légales puissent être dépassées.

Le surplus sera affecté à la formation, pour chaque service, d'un fonds de prévision.

Le plafond du fonds de prévision sera fixé par le conseil d'administration, après avis du comité consultatif du service;

4. lorsque le maximum du fonds de prévision sera atteint, l'excédent des bénéfices sera réparti entre les communes, les associations de communes et les particuliers qui sont clients de ce service, sur proposition du conseil d'administration et après avis du comité consultatif concerné.

Art. 43. Le fonds de prévision est destiné à financer des travaux d'extension, de modification ou d'amélioration des réseaux.

Toutefois, lorsque ces travaux relèvent du premier établissement, la part dans le capital social de chaque associé, à l'exclusion de la Région et des provinces, est augmentée à due concurrence.

#### CHAPITRE VII. — *Dissolution, cession ou cessation d'exploitation*

Art. 44. La dissolution de la société ne peut être prononcée qu'à la date d'entrée en vigueur d'un décret qui réglera les modalités de sa liquidation et la situation de ses agents.

Art. 45. La société pourra être autorisée par l'Exécutif, aux conditions à déterminer par lui :

1<sup>o</sup> à céder à une commune ou à une association de communes, tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau;

2° à cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés détenteurs de parts sociales souscrites pour la création de ce service.

En cas d'application de l'article 7 du décret du 23 avril 1986, par suite de cession totale ou de cessation d'exploitation d'un service de distribution d'eau, les associés titulaires de parts sociales de ce service cessent de faire partie de la société, à moins qu'ils ne soient détenteurs de parts se rapportant à d'autres services.

Il sera procédé à la liquidation de l'avoir social du service cédé ou abandonné.

Si les bases de la répartition de cet avoir n'ont pas été arrêtées au moment de la constitution du service, le montant de la part à restituer à chacun des associés sera fixé par le conseil d'administration, après avis du comité consultatif du service concerné sans préjudice de toutes réparations ou dommages et intérêts qui seraient dûs à la société.

## ÜBERSETZUNG

### MINISTÉRIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1058

#### 22. DEZEMBER 1986. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zwecks Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, Punkt 1;

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung einer Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft, insbesondere seines Artikels 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen, insbesondere der Artikel 1 und 2;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. Oktober 1986, durch den dem Entwurf über die Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft grundsätzlich zugestimmt wird;

Aufgrund der Ausfertigung des Beschlusses über die Abänderung der Satzungen, der von der außerordentlichen Generalversammlung der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft am 19. Dezember 1986 angenommen worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 23. Dezember 1985;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonischen Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Die Abänderungen der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft, so wie sie in dem vorerwähnten Beschluß vom 19. Dezember 1986 festgelegt worden sind und nachstehend in der Anlage wiedergegeben werden, werden hiermit genehmigt.

**Art. 2.** Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, 22. Dezember 1986.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung  
des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

#### Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft

Genossenschaft, Hôtel de Ville,  
Place du Marché, 4800 Verviers

*Auszug aus dem Protokoll  
der ausserordentlichen Generalversammlung vom 19. Dezember 1986 in Verviers  
(Punkt 4 der Tagesordnung : Annahme der neuen Satzungen)*

Die ausserordentliche Generalversammlung nimmt nachstehende Satzungen mit 12 107 509 Stimmen gegen 266 755 Gegenstimmen an.

#### Satzungen der W.W.V.G.

##### KAPITEL I. — Gründung, Sitz, Zweck und Dauer des Bestehens der Gesellschaft

**Artikel 1.** Zwischen der Wallonischen Region, den Provinzen, den Gemeinden, den Gemeindevereinigungen, den öffentlichen Sozialhilfezentren und den Privatpersonen, die Gesellschaftsanteile der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft besitzen und die der Wallonischen Region unterliegen oder die den vorliegenden Satzungen beitreten werden, wird eine Vereinigung gegründet, die den Namen « Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft » trägt. Sie hat die Form einer Genossenschaft. Ihr Gesellschaftssitz befindet sich in Verviers.

Dezentralisierte leitende Organe gewährleisten die Bewirtschaftung einer oder mehrerer Dienste.

Art. 2. Die Gesellschaft hat folgende Aufgaben :

1. die Analyse, die Errichtung und die Bewirtschaftung von öffentlichen Diensten für Wasserversorgung durch Kanalisationen in der Wallonischen Region;
2. die Analyse und die Errichtung von Wasserzuführungs- und -verteilungsnetzen ausserhalb der Wallonischen Region für Rechnung von Dritten.

Sie kann alle Geschäfte erledigen, die mit ihren Aufgaben zusammenhängen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für eine Dauer gegründet, die beim Inkrafttreten eines Dekrets endet, das ihre Auflösung verkündet und die Modalitäten für ihre Liquidation sowie die Lage ihrer Bediensteten regelt.

#### KAPITEL II. — *Gesellschaftskapital, Anleihen und Schuldverschreibungen*

Art. 4. Unbeschadet von Artikel 19 des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung der W.W.V.G. besteht das Gesellschaftskapital aus so vielen Serien von Anteilen, wie es einzelne Wasserversorgungsdienste gibt; diese Anteile können von der Region, den Provinzen, den Gemeinden, den Gemeindevereinigungen, den öffentlichen Sozialhilfezentren und den Privatpersonen gezeichnet werden.

Die Gesellschafter gehen nur separat Verpflichtungen ein. Sie haften nur bis zu dem Betrag der gezeichneten Aktien für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Das Gesellschaftskapital ist unbegrenzt.

Art. 5. In Abweichung von Artikel 7, Punkt 5, und Artikel 144, Punkt 4, der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften (Buch 1, Titel IX des Handelsgesetzbuches) und gemäss Artikel 20, § 2, des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung der W.W.V.G. werden der Betrag des Grundkapitals der Gesellschaft und derjenige des minimalen Gesellschaftskapitals spätestens ein Jahr nach der Gründung der Gesellschaft gemäss dem in Artikel 3, § 2, des Dekrets vorgesehenen Verfahren für die Satzungsabänderungen in die Satzungen eingetragen.

Art. 6. Was die Anteile betrifft, die auf jeden Dienst entfallen, so werden diese an den vom Verwaltungsrat festgelegten und einen Monat im voraus mitgeteilten Daten eingezahlt, unter Vorbehalt der Möglichkeit für die Region, die Provinzen, die Gemeinden und die Gemeindevereinigungen, sich durch Annuitäten von ihren Zeichnungen zu befreien.

Die Scheine für die gezeichneten Annuitäten werden der Gesellschaft sofort übermittelt. Sie sind unveräusserlich.

Art. 7. Im Falle eines Zahlungsverzugs werden dem Betreffenden von Rechtswegen und ohne vorherige Zahlungsaufforderung Zinsen auferlegt, die zu dem im zivil- oder handelsrechtlichen Bereich legalen Zinssatz berechnet werden und der Gesellschaft zukommen.

Unter Vorbehalt der Genehmigung der Generalversammlung und nach Stellungnahme des betreffenden beratenden Komitees kann der Verwaltungsrat nach zweimaliger Mahnung in zweimonatigen Abständen den Ausschluss der Gesellschafter aussprechen, die in Verzug geraten sind. Der ausgeschlossene Gesellschafter kann Berufung bei der Exekutive einlegen, die eine Entscheidung trifft, nachdem sie die Erklärungen des Verwaltungsrates angehört hat.

Art. 8. Ein Gesellschafter darf ohne die Erlaubnis des Verwaltungsrates keine Gelder einzahlen, die die eingeforderten anteilmässigen Beträge überschreiten.

Art. 9. Die Gesellschaftsanteile können mit der Erlaubnis des Verwaltungsrates an Provinzen, Gemeinden oder Gemeindevereinigungen abgetreten werden.

Art. 10. Die Gesellschaft kann mit der Erlaubnis der Exekutive Anleihen aufnehmen oder Schuldverschreibungen in Höhe der Annuitäten, die die Gemeinden, die Gemeindevereinigungen, die Provinzen und die Region ihr schulden. Diese Anleihen und Schuldverschreibungen müssen in höchstens neunzig Jahren getilgt werden.

#### KAPITEL III. — *Aufnahme, Rücktritt, Ausschluss der Gesellschafter und Zurückziehung der Einzahlungen*

Art. 11. Die Aufnahme neuer Gesellschafter wird vom Verwaltungsrat ausgesprochen, der die Bedingungen für ihre Aufnahme festlegt.

Wenn die neuen Gesellschafter zu einem bestehenden Dienst gehören sollen, darf der Rat erst eine Entscheidung treffen, nachdem er das beratende Komitee dieses Dienstes angehört hat.

Wenn der Beitritt eines neuen Gesellschafter zu einem Dienst die Erhöhung des Kapitals des Dienstes erfordert, darf der Rat die Aufnahme erst nach Stellungnahme des beratenden Komitees dieses Dienstes aussprechen.

Wenn der Verwaltungsrat die Aufnahme ablehnt, kann der Betreffende Berufung bei der Exekutive einlegen. Diese entscheidet, nachdem sie die Erklärungen des Rates angehört hat.

Art. 12. Jeder neue Gesellschafter muss ab seiner Aufnahme auf den Betrag seiner Zeichnung eine Summe einzahlen, die den Teilzahlungen proportional ist, die auf den Anteil der anderen Gesellschafter des Dienstes, zu dem er gehören wird, eingefordert worden sind.

Art. 13. Jedes Rücktrittsgesuch eines Gesellschafter wird dem Verwaltungsrat vorgelegt nach Stellungnahme des beratenden Komitees des Dienstes, zu dem der Betreffende gehört.

Der Beschluss des Verwaltungsrates muss begründet sein und von der Exekutive genehmigt werden.

Im Falle einer Ablehnung kann der antragstellende Gesellschafter ein Rechtsmittel bei der Exekutive einlegen.

In Abweichung von Artikel 153 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschiedenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Komitees des Dienstes vom Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 14. Wenn ein Gesellschafter die Verbindlichkeiten, die er der Gesellschaft gegenüber eingegangen ist, nicht erfüllt, kann sein Ausschluss aufgrund des Gutachtens des beratenden Komitees des Dienstes, zu dem er gehört, und unter Vorbehalt der Genehmigung der Generalversammlung durch einen begründeten Beschluss des Verwaltungsrates ausgesprochen werden; es sei denn, der ausgeschlossene Gesellschafter legt ein Rechtsmittel bei der Exekutive ein.

In Abweichung von Artikel 153 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschlossenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Komitees vom Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 15. Einzahlungen dürfen nur mit der Erlaubnis des Verwaltungsrates zurückgezogen werden; es sei denn, es wird ein Rechtsmittel bei der Generalversammlung eingelegt.



KAPITEL IV. — *Verwaltung der Gesellschaft, Direktion und Aufsicht*Paragraphe 1. — *Der Verwaltungsrat*

Art. 16. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat und einem Generaldirektor, der von einem beigeordneten Generaldirektor unterstützt wird, verwaltet.

Der Verwaltungsrat umfasst zwölf Mitglieder, darunter einen Vorsitzenden, einen ersten Vizevorsitzenden und einen zweiten Vizevorsitzenden.

Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der erste Vizevorsitzende.

Wenn der erste Vizevorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der zweite Vizevorsitzende.

Wenn der zweite Vizevorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird der Vorsitz des Verwaltungsrates vom Mitglied geführt, das am längsten im Amt ist. Bei gleichen Amtsalter wird der Vorsitz des Rates vom ältesten Mitglied geführt.

Art. 17. § 1. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zur Hälfte — darunter der Vorsitzende — von der Exekutive und zur Hälfte von der Generalversammlung der Gesellschafter — mit Ausnahme der Region — ernannt und können auch so abgesetzt werden.

§ 2. Mindestens sechs Verwalter werden unter den Bürgermeistern, Schöffen, Gemeinderatsmitgliedern, Präsidenten und Mitgliedern der Sozialhilferäte der Ö.S.H.Z. der vereinigten Gemeinden bestellt.

§ 3. Der Verwaltungsrat bestellt einen ersten Vizevorsitzenden und einen zweiten Vizevorsitzenden unter seinen Mitgliedern.

§ 4. Das Mandat des Vorsitzenden, der Vizevorsitzenden und der anderen Verwalter dauert sechs Jahre. Es kann für die gleiche Dauer unbegrenzt erneuert werden.

§ 5. Alle drei Jahre und, zum ersten Mal, drei Jahre nach der ersten ordentlichen Generalversammlung scheidet sechs Ratsmitglieder aus ihrem Amt aus, und zwar drei bei der Einsetzung der Exekutive und drei bei der Einsetzung der Versammlung. Beim ersten Mal wird das Los die Reihenfolge des Abgangs bestimmen.

§ 6. Wenn eine der Stellen als Verwalter bei der Einsetzung der Generalversammlung frei wird, kann der Verwaltungsrat die offene Stelle vorläufig besetzen; die endgültige Wahl nimmt die Generalversammlung bei ihrer ersten Sitzung vor.

§ 7. Derjenige, der den Vorsitzenden, einen Vizevorsitzenden oder einen Verwalter vor Ablauf dessen Mandats ersetzen soll, beendet das abgebrochene Mandat.

§ 8. Der Verwalter, der ebenfalls Gemeinderatsmitglied oder Mitglied des Sozialhilferates ist und der diese Eigenschaft verlieren sollte, scheidet von Amts wegen aus und wird bei der ersten Generalversammlung, die dem Verlust dieser Eigenschaft folgt, ersetzt.

Art. 18. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse bei der Führung und der Verwaltung der Gesellschaft. Alles, was die Satzungen der Generalversammlung nicht ausdrücklich vorbehalten, fällt in seinen Zuständigkeitsbereich.

Neben den Befugnissen, die die Satzungen ihm ausdrücklich verleihen, sorgt er für sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft, namentlich :

- er setzt das Kapital für die Errichtung eines jeden Dienstes fest;
- er beschliesst die Ausgabe neuer Anteile;
- er beschliesst die Errichtung, die Übernahme und die Erweiterung der Wasserversorgungsdienste sowie, aufgrund des gleichlautenden Gutachtens der betreffenden beratenden Komitees, die Fusion ihrer Dienste;
- er erwirbt und veräussert die beweglichen und unbeweglichen Güter;
- er trifft jegliches Abkommen, tätigt jeglichen Kauf und schliesst jegliches Geschäft ab für die Errichtung und die Bewirtschaftung der geschaffenen oder zu schaffenden Dienste;
- er nimmt die Anleihen auf und gibt Schuldverschreibungen aus;
- er leistet Sicherheiten als Bürgschaft für die von der Gesellschaft eingegangenen Verbindlichkeiten und nimmt die Sicherheiten an, die für ihr gegenüber eingegangene Verbindlichkeiten geleistet werden;
- sie bestimmt die Anlage des verfügbaren Kapitals und verfügt über die Depositionen und die Kontokorrenteinlagen;
- er bestimmt die Ordnungen in bezug auf die Organisation der Dienste sowie die verwaltungsmässigen und Geschäftsordnungen;
- er setzt die Tarife fest und ändert sie ab;
- er bildet die technischen und anderen Komitees, die er für notwendig hält;
- er ernennt sämtliche Bediensteten und Angestellten, enthebt sie zeitweilig ihres Amtes und setzt sie ab; er legt ihre Gehälter, Löhne und Gratifikationen fest und kann ihre Zuständigkeiten und Dienstposten bestimmen;
- er schlägt der Exekutive den Stellenplan sowie das verwaltungsmässige und Besoldungsstatut der Bediensteten vor;
- er erteilt die Genehmigung zu gerichtlichen Klagen;
- er verhandelt, schliesst Vergleiche und Schiedsverträge über alle Interessen der Gesellschaft;
- er nimmt alle Beträge und Wertpapiere an, die der Gesellschaft zustehen;
- er verzichtet auf die dinglichen Rechte, Vorzugsrechte und Nichtigkeitsklagen und erteilt die Genehmigung zur Löschung der Eintragung der Vorzugsrechte oder Hypotheken sowie zur Aufhebung der Auflassung hypothekarisch belasteter Grundstücke, der Pfändungen, der Zahlungssperre und aller anderen Hindernisse, ohne Zahlungen nachweisen zu müssen;
- er führt die Anerkennung der Gemeinnützigkeit herbei und nimmt mit der vorherigen Erlaubnis der Exekutive die Enteignungen im Namen der Gesellschaft vor.

Im Hinblick auf die Anwendung der Bestimmungen der Artikel 6 und 42 der vorliegenden Satzungen bestimmt er, gemäss Artikel 5 des Dekrets vom 23. April 1986, für jeden Dienst bei der Bildung dessen Kapitals den Zinssatz sowie die Anzahl Annuitäten, die als Grundlage zu nehmen sind für die Berechnung der Annuitäten, die die Region, die Provinzen, die Gemeinden und Gemeindevereinigungen gezeichnet hätten oder für die Berechnung der Tilgung der Summen, die von den Gemeinden oder an deren Stelle gegebenenfalls eingezahlt werden.

Jedes Jahr stellt er ein Inventar auf und erstellt die Jahresabrechnungen und einen Geschäftsbericht in der durch Artikel 77 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Weise und übermittelt der Exekutive oder dem Mitglied, das diese zu diesem Zweck beauftragt, einen Bericht über die Geschäfte und die Lage der Gesellschaft.

Diesem Bericht wird die letzte Bilanz beigelegt.

Er bestimmt den Betrag der eventuellen Vergütungen und Anwesenheitsgelder der Vertreter der Gesellschafter in den beratenden Komitees oder bei der Generalversammlung.

Er trifft alle Massnahmen in Zusammenhang mit Artikel 2, Punkt 2, der vorliegenden Satzungen.

\* Art. 19. Der Verwaltungsrat kann einen Teil seiner Befugnisse auf den Präsidenten oder, wenn dieser abwesend oder verhindert ist, auf dessen Stellvertreter übertragen, der sie aufgrund des Gutachtens des Generaldirektors ausübt.

Art. 20. Der Verwaltungsrat tagt jedesmal, wenn das Interesse der Gesellschaft es verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder durch denjenigen einberufen, der ihn ersetzt. Der Rat muss zusammenreten, wenn vier Verwalter es beantragen.

Die Mehrheit der Mitglieder muss anwesend sein, damit die Beschlüsse gültig sind

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Bei einer Enthaltung des Vorsitzenden und bei Stimmengleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

Art. 21. Wenn nach ordnungsgemässen Einberufungen zweimal nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der Sitzung, die der dritten Einberufung folgt, für die Punkte, die dreimal nacheinander auf die Tagesordnung gesetzt worden sind, beschlussfähig, ganz gleich wieviel Mitglieder anwesend sind.

Art. 22. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden durch Protokolle festgehalten, die in ein im Sitz der Gesellschaft geführtes Sonderregister eingetragen werden. Die Protokolle werden von den Mitgliedern, die an der Beratung teilgenommen haben, unterschrieben.

Art. 23. Gemäss Artikel 9 des Dekrets vom 23. April 1986 und den Artikeln 9 und 10 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser gemeinnütziger Einrichtungen wohnen zwei von der Exekutive bestellte Kommissare den Versammlungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Gesellschaft mit beratender Stimme bei.

Der eine Kommissar ist das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, oder sein Stellvertreter, und der andere ist das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder sein Stellvertreter.

Art. 24. Jährlich wird eine bestimmte Summe bereitgestellt, die zu Lasten der Gemeinkosten geht und unter den Vorsitzenden und die Mitglieder des Verwaltungsrates verteilt wird gemäss einer Regelung, die diese unter sich festlegen müssen und die von der Exekutive genehmigt wird.

#### Paragraphe 2. — Der Generaldirektor

Art. 25. Der Generaldirektor und der Beigeordnete Generaldirektor werden von der Exekutive ernannt und können von ihr abgesetzt werden.

Die Exekutive regelt die Fragen in Bezug auf die Gehälter und die Dauer des Amtes des Generaldirektors und des Beigeordneten Generaldirektors.

Wenn der Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, übernimmt der Beigeordnete Generaldirektor sein Amt.

Wenn der Generaldirektor und der Beigeordnete Generaldirektor abwesend oder verhindert sind, kann der Verwaltungsrat eines seiner Mitglieder bestellen, um ihr Amt zeitweilig auszuüben.

Art. 26. Der Generaldirektor, unterstützt vom Beigeordneten Generaldirektor, ist insbesondere mit der Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrates und mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft, über die er dem Rat Bericht erstattet, beauftragt.

Der Generaldirektor wohnt den Sitzungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei. Der Beigeordnete Generaldirektor nimmt deren Sekretariatsgeschäfte wahr.

Dritten gegenüber vertritt der Generaldirektor die Gesellschaft in allen Rechtshandlungen in Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung.

Klagen werden auf seine Betreibung und sein Betreiben eingereicht.

In Durchführung der Resolutionen des Verwaltungsrates unterschreibt er die Abkommen und Urkunden jeglicher Art, ohne irgendeine Vollmacht vorweisen zu müssen.

Er fertigt ebenfalls die Abschriften der Protokolle des Verwaltungsrates, der Generalversammlung des Aufsichtskomitees und der Beratenden Komitees sowie die Auszüge aus diesen Protokollen aus.

#### Paragraphe 3. — Die Kontrolle der Gesellschaft

Art. 27. Das Aufsichtskomitee setzt sich aus sechs Kommissaren zusammen.

Fünf Kommissare werden von den teilhabenden Provinzen vorgeschlagen. Sie werden von der Generalversammlung ernannt und können von ihr abgesetzt werden. Ihr Mandat dauert ein Jahr und kann unbegrenzt erneuert werden.

Wenn die Stelle eines Kommissars frei wird, sorgt die Generalversammlung bei ihrer ersten Versammlung für deren Besetzung.

Wenn die Anzahl der Kommissare infolge von Sterbefällen oder aus anderen Gründen um mehr als die Hälfte verringert ist, muss der Verwaltungsrat jedoch sofort die Generalversammlung einberufen, um die fehlenden Kommissare ersetzen zu lassen.

Derjenige, der einen Kommissar ersetzen soll, bevor dieser sein Mandat zu Ende führen konnte, beendet gegebenenfalls das abgebrochene Mandat.

Der sechste Kommissar ist der Generaldirektor der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder gegebenenfalls der Generalinspektor für Wasser derselben Generaldirektion.

Jedes Jahr wird eine bestimmte Summe bereitgestellt, die zu Lasten der Gemeinkosten geht und unter die Kommissare verteilt wird gemäss einer Regelung, die der Verwaltungsrat festlegen muss und die von der Exekutive genehmigt wird.

Art. 28. Das Aufsichtskomitee gibt sein Gutachten über die Angelegenheiten ab, die ihm der Verwaltungsrat unterbreitet.

Die Kommissare verfügen über ein unbegrenztes Recht in der Überwachung aller Geschäfte der Gesellschaft. Sie können die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und alle Geschäftsbücher an Ort und Stelle einsehen.

Der Verwaltungsrat übermittelt den Kommissaren jedes Halbjahr eine Aufstellung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft.

Die Kommissare müssen der Generalversammlung das Ergebnis ihres Auftrags mit den Vorschlägen, die sie für angemessen halten, vorlegen und ihr mitteilen, welches Verfahren sie zur Kontrolle der Inventare angewandt haben.

Der Kommissar, der gemäss Artikel 27 der vorliegenden Satzungen von der Exekutive ernannt worden ist; ist ausserdem mit der Kontrolle der Durchführung des Programms für die bezuschussten Arbeiten beauftragt. Er kann dem Bericht, den das Aufsichtskomitee an die Generalversammlung richtet, einen Vermerk hinzufügen.

Art. 29. § 1. Die Generalversammlung ernennt einen Revisor gemäss den Artikeln 64 bis 67 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften.

Der von der Generalversammlung gewählte Revisor ist für drei Jahre ernannt. Sein Gehalt wird von der Generalversammlung festgelegt.

Wenn das Mandat des Revisors vor Ablauf der normalen Frist frei wird, sorgt die Generalversammlung bei ihrer ersten Versammlung für dessen Besetzung.

Derjenige, der bestellt wird, um einen Revisor zu ersetzen, beendet das Mandat seines Vorgängers.

Jedes Vierteljahr wird dem Revisor eine Aufstellung der Barbestände übermittelt,

Der Revisor muss der Generalversammlung die Ergebnisse seines Auftrags zur Genehmigung vorlegen und ihr die Vorschläge machen, die er für erforderlich hält.

§ 2. Gemäss Artikel 13 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser gemeinnütziger Einrichtungen kann die Exekutive einen oder mehrere Revisoren unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren bestellen.

§ 3. Die gemäss dem § 1 und dem § 2 des vorliegenden Artikels bestellten Revisoren übermitteln der Generalversammlung einen gemeinsamen Bericht.

#### Paragraphe 4. — Die beratenden Komitees

Art. 30. Für jeden in Betrieb befindlichen Wasserversorgungsdienst wird ein beratendes Komitee errichtet, dessen Vorsitz von einem Beauftragten des Verwaltungsrates geführt wird und das aus den Gesellschaftern, die Gesellschaftsanteile besitzen, die für die Schaffung des Dienstes gezeichnet wurden, — mit Ausnahme der Region und der Provinzen — zusammengesetzt ist.

Die Arbeitsweise dieser Komitees wird durch eine von der Generalversammlung genehmigten Regelung des Verwaltungsrates festgelegt.

Jedes Komitee tritt mindestens einmal im Jahr zusammen, um die Jahresabrechnungen zu prüfen.

Alle Komitees, die demselben dezentralisierten leitenden Organ unterliegen, werden mindestens einmal im Jahr zu einer gemeinsamen Versammlung einberufen.

Folgendes muss diesem Komitee zur Begutachtung vorgelegt werden :

1. jedes Projekt in Bezug auf die Ausweitung, den Abbau oder die Änderung des Dienstes;
2. jedes Projekt in Bezug auf die Fusion eines Dienstes mit einem oder mehreren anderen Diensten;
3. jedes Projekt in Bezug auf die Tarife für den Wasserverkauf;
4. die Begrenzung und die Verwendung des Vorsorgefonds des Dienstes;
5. jeder Vorschlag in Bezug auf die Aufnahme eines neuen Mitglieds, daß eventuell zum Dienst gehören würde;
6. jedes Rücktrittsgesuch oder jeder Vorschlag in Bezug auf den Ausschluss eines Gesellschafter, der zum Dienst gehört;
7. jedes Programm für Arbeiten in Zusammenhang mit dem Dienst.

#### KAPITEL V. — Die Generalversammlung

Art. 31. Die Generalversammlung umfasst die Gesellschafter, die Mitglieder des Verwaltungsrates, den Generaldirektor, den beigeordneten Generaldirektor und die Mitglieder des Aufsichtskomitees.

Jeder Gesellschafter darf sich bei der Generalversammlung nur von einem einzigen Beauftragten durch eine schriftliche Vollmacht vertreten lassen. Die Gesellschafter verfügen über so viele Stimmen, wie sie Anteile besitzen.

Bei einer Abstimmung darf die Anzahl Stimmen eines einzelnen jedoch ein Fünftel der gezeichneten Anteile oder zwei Fünftel der bei der Generalversammlung vertretenen Anteile nicht überschreiten.

Für die Ernennung der Mitglieder des Verwaltungsrates wird die Grenze durch Beiseitelassung der Anteile der Region berechnet.

Art. 32. Jedes Jahr, und zwar zum ersten Mal 1987 in Verviers am letzten Dienstag des Monats Mai, um 15 Uhr, findet eine ordentliche Generalversammlung der Gesellschafter statt.

Art. 33. Das Wirtschaftsjahr der Gesellschaft fällt mit dem Kalenderjahr zusammen.

Am Ende eines jeden Wirtschaftsjahres erstellt der Verwaltungsrat das Inventar sowie die Bilanz, die Ergebnisrechnung und ihre Anlagen. Diese werden der Generalversammlung zur Genehmigung vorgelegt.

Die jährliche Generalversammlung erhält die Geschäftsberichte der Verwalter, des bzw. der Revisoren und des Aufsichtskomitees und befindet über die Verabschiedung der Jahresabrechnungen.

Nach Verabschiedung der Jahresabrechnungen entscheidet die Versammlung über die Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates, des bzw. der Revisoren und der Mitglieder des Aufsichtskomitees.

Die Jahresabrechnungen werden nach ihrer Genehmigung binnen dreissig Tagen bei der Kanzlei des Handelsgerichts des Sitzes der Gesellschaft hinterlegt.

Die Generalversammlung nimmt die Wahl der Mitglieder des Verwaltungsrates, des Revisors und der Kommissare vor, die die ausscheidenden oder verstorbenen Inhaber, für deren Ernennung sie zuständig ist, ersetzen sollen.

Die Vertreter der Region dürfen nicht an der Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrates teilnehmen.

Art. 34. Der Verwaltungsrat kann ausserordentliche Generalversammlungen einberufen.

Er muss sie binnen dreissig Tagen einberufen, wenn das Aufsichtskomitee, ein Revisor oder Gesellschafter, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, es beantragen. Diesem Antrag wird eine Tagesordnung beigelegt, in der angegeben wird, was von der Versammlung zu behandeln ist.

Art. 35. Die Einberufungen zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung; sie erfolgen per Einschreiben und durch eine Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt* mindestens zwanzig Tage vor der Generalversammlung. Diese darf nicht über einen Punkt entscheiden, der nicht auf der Tagesordnung steht.

Art. 36. Das Präsidium der Generalversammlung umfasst die Mitglieder des Verwaltungsrates, den Generaldirektor und den Beigeordneten Generaldirektor.

Den Vorsitz der Versammlung übernimmt der Vorsitzende des Verwaltungsrates und, wenn dieser abwesend ist, derjenige, der ihn ersetzt.

Der Vorsitzende wählt den Sekretär.

Bei einer Abstimmung zieht das Präsidium zwei Beauftragte der Gesellschafter als Stimmzähler heran.

Eine Anwesenheitsliste mit den Namen der Gesellschafter und der Anzahl Anteile, die sie vertreten, wird von jedem von ihnen beim Eintreffen bei der Generalversammlung unterschrieben.

Art. 37. Die Generalversammlung tritt ordnungsgemäss zusammen, ganz gleich wieviel Anteile vertreten sind. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen oder vertretenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

Wenn über Satzungsänderungen, über den Ausschluss eines Gesellschafters, über die Aufgabe der Bewirtschaftung oder den Stillstand des gesamten Versorgungsdienstes oder eines Teils davon abgestimmt werden soll, tritt die Versammlung nur ordnungsgemäss zusammen, wenn die Mitglieder, die bei der Versammlung anwesend sind, mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, ist eine weitere Einberufung erforderlich, und die neue Versammlung fasst dann rechtsgültige Beschlüsse, ganz gleich welchen Teil des Kapitals die anwesenden Gesellschafter vertreten. In dem einen wie in dem anderen Fall wird ein Vorschlag erst berücksichtigt, wenn er die Stimmen der absoluten Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder auf sich vereinen kann.

Jede Änderung der Satzungen muss von der Exekutive genehmigt werden.

Art. 38. Die geheime Abstimmung findet automatisch statt, wenn sechs Gesellschafter sie beantragen, und sie ist Pflicht für Ernennungen und Absetzungen.

Das Präsidium muss die notwendigen Massnahmen ergreifen, um das absolute Wahlgeheimnis zu wahren.

Der Verwaltungsrat bestimmt in einer Regelung, die er der Generalversammlung vorlegt, das Verfahren für ihre Beratungen und die notwendigen Formalitäten, um dort aufgenommen zu werden.

Art. 39. Das Protokoll der Generalversammlung wird von den Mitgliedern des Präsidiums und von den Gesellschaftern unterzeichnet, die es beantragen.

#### KAPITEL VI. — *Rechnungen der Dienste, Abrechnungen und Bilanz, Gewinnverteilung, Reservefonds*

Art. 40. Für jeden der Wasserversorgungsdienste wird eine getrennte Rechnung in der Buchhaltung der Gesellschaft geführt.

Der Anteil des Dienstes an den allgemeinen Kosten der Gesellschaft wird dort als Ausgaben eingetragen; er wird nach dem Betrag des in den Arbeiten für die Errichtung, Erweiterung und Verbesserung dieses Dienstes angelegten Kapitals bestimmt, multipliziert mit einem Aufwertungskoeffizienten, der jährlich vom Verwaltungsrat festgesetzt wird.

Art. 41. Wenn die Rechnung eines Dienstes mit einem negativen Saldo abgeschlossen wird, muss dieser von den Gesellschaftern dieses Dienstes — mit Ausnahme der Region und der Provinzen — in bar ausgeglichen werden.

Der ausgleichende Betrag wird unter die kommunalen Gesellschafter im Verhältnis zu den Wassermengen verteilt, die während des abgelaufenen Rechnungsjahres in ihrer Gemeinde verbraucht worden sind.

Er muss binnen zwei Monaten nach Vorlage der Rechnung durch die Gesellschaft gezahlt werden.

Art. 42. Nach Abzug der Ausgaben werden die Mehreinnahmen eines jeden Dienstes dazu dienen :

1. einen gemeinsamen Reservefonds für alle Dienste in Höhe eines 1/20 dieses Überschusses zu bilden; der Höchstbetrag dieses Reservefonds wird von der Generalversammlung festgesetzt;

2. eine Dividende an die Anteilseigner dieses Dienstes — die Region und die Provinzen ausgenommen — auszuschütten; es sei denn, es handelt sich um Anteile, die diese Behörden vorübergehend anstelle der Gemeinden gezeichnet haben, deren Beitritt nicht sofort erfolgen konnte.

Die Dividende wird im Verhältnis zu den finanziellen Lasten berechnet, die jeder Gesellschafter während des betreffenden Rechnungsjahres getragen hat. Für diese Berechnung kann der Verwaltungsrat jede Barzahlung für die Einzahlung von Anteilen in eine fiktive Annuität umwandeln.

Für die Gemeinden und die Gemeindevereinigungen oder für die Anteile, die die Region oder die Provinzen zu Gunsten der Gemeinden gezeichnet haben, ist die Dividende jedoch begrenzt auf die Summe, die den Zinsen und der Tilgung der geleisteten Einzahlungen oder dem Betrag der gezeichneten Annuität entspricht. Bei vollständiger Tilgung ihrer Gesellschaftsanteile wird sie nicht mehr ausgeschüttet.

Für die öffentlichen Sozialhilfezentren und die Privatpersonen ist die Dividende auf 4 % der geleisteten Einzahlungen begrenzt.

3. Wenn nach dieser Ausschüttung ein Überschuss übrigbleibt oder wenn die den Gesellschaftern zugeteilte Dividende für ein voriges Rechnungsjahr unter den in § 2 festgelegten Grenzen geblieben ist, kann die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates und nach Stellungnahme des betreffenden beratenden Komitees den Überschuss bis höchstens zur Hälfte für die Zahlung einer zusätzlichen Dividende für das betreffende Rechnungsjahr bestimmen, wobei die gesetzlichen Grenzen nicht überschritten werden dürfen.

Der restliche Überschuss wird für die Bildung eines Vorsorgefonds für jeden Dienst bestimmt.

Die Höchstgrenze des Vorsorgefonds wird nach Stellungnahme des beratenden Komitees des Dienstes vom Verwaltungsrat festgesetzt.

4. Wenn die Höchstgrenze des Vorsorgefonds erreicht ist, werden die überschüssigen Gewinne auf Vorschlag des Verwaltungsrates und nach Stellungnahme des betreffenden beratenden Komitees unter die Gemeinden, die Gemeindevereinigungen und die Privatpersonen verteilt, die Kunden dieses Dienstes sind.

Art. 43. Der Vorsorgefonds soll die Arbeiten für die Erweiterung, die Änderung oder die Verbesserung der Netze finanzieren.

Wenn diese Arbeiten jedoch eine erste Einrichtung betreffen, wird der Anteil eines jeden Gesellschafters am Gesellschaftskapital — mit Ausnahme der Region und der Provinzen — um den gebührenden Betrag erhöht.

KAPITEL VII. — *Auflösung, Abtretung oder Einstellung der Bewirtschaftung*

Art. 44. Die Auflösung der Gesellschaft kann erst am Tage des Inkrafttretens eines Dekrets ausgesprochen werden, das die Modalitäten ihrer Liquidation und die Lage ihrer Bediensteten regelt.

Art. 45. Die Gesellschaft kann von der Exekutive unter den von ihr zu bestimmenden Bedingungen ermächtigt werden :

1. einer Gemeinde oder einer Gemeindevereinigung einen ihrer Wasserversorgungsdienste ganz oder teilweise abzutreten;

2. die Bewirtschaftung eines ihrer Dienste abzutreten auf Vorschlag der Mehrheit der Teilhaber von Gesellschaftsanteilen, die für die Schaffung dieses Dienstes gezeichnet worden sind.

Bei einer Anwendung von Artikel 7 des Dekrets vom 23. April 1986 scheiden die Teilhaber eines Wasserversorgungsdienstes infolge der gesamten Abtretung oder der Einstellung der Bewirtschaftung dieses Dienstes aus der Gesellschaft aus; es sei denn, sie besitzen Anteile bei anderen Diensten.

Das Gesellschaftsvermögen des abgetretenen oder aufgegebenen Dienstes wird liquidiert.

Wenn die Grundlagen für die Verteilung dieses Vermögens zum Zeitpunkt der Gründung des Dienstes nicht festgelegt worden sind, wird der Betrag des Anteils, der jedem der Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Komitees des betreffenden Dienstes vom Verwaltungsrat festgelegt, unbeschadet aller Entschädigungen oder Schadenersatzbeträge, die der Gesellschaft geschuldet werden könnten.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 1058

**22 DECEMBER 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende goedkeuring van de wijzigingen van de statuten van de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, 1°;

Gelet op het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Gewestexecutieve van 30 oktober 1986 verlenende een principiële instemming over het voorstel van de statuten van de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen;

Gelet op de uitgifte van de beslissing tot wijziging van de statuten goedgekeurd door de buitengewone algemene vergadering van 19 december 1986 van de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd door het besluit van de Executieve van 23 december 1985;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd door het besluit van de Executieve van 23 december 1985;

Op voorstel van de Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water,

Besluit :

**Artikel 1.** De wijzigingen van de statuten van de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen zoals bepaald in de hierboven vermelde beslissing van 19 december 1986 en hierna volgend in de bijlage overgenomen zijn goedgekeurd.

**Art. 2.** De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 december 1986.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,

**M. WATHELET**

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water,

**A. LIENARD**

**Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen**

Samenwerkende maatschappij, Stadhuis, Marktplein, 4800 Verviers

*Uittreksel uit het proces-verbaal  
van de buitengewone algemene vergadering van 19 december 1986, te Verviers  
(punt 4 van de agenda : goedkeuring van de nieuwe statuten)*

Met 12 107 509 stemmen voor en 266 755 stemmen tegen keurt de buitengewone algemene vergadering de hierna volgend opgenomen statuten goed.

*Statuten van de W.M.W.V.*

**HOOFDSTUK I. — Oprichting, zetel, doel en duur van de maatschappij**

Artikel 1. Er wordt een maatschappij onder de naam Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen opgericht onder de vorm van een samenwerkende maatschappij met het Waalse Gewest, de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de particulieren die maatschappelijke aandelen van de Nationale Maatschappij voor Watervoorzieningen bezitten en die onder het Waalse Gewest ressorteren of met deze statuten instemmen.

Haar maatschappelijke zetel is te Verviers gevestigd.

Gedecentraliseerde besturen verzekeren de werking van één of meerdere diensten.

Art. 2. Deze maatschappij heeft als opdracht :

1° het bestuderen, het oprichten en het uitbaten van openbare watervoorzieningsdiensten in het Waalse Gewest,

2° het bestuderen en het oprichten van watertoevoer- en watervoorzieningsnetten buiten het Waalse Gewest voor rekening van anderen.

Zij mag alle verichtingen in verband met haar doel uitvoeren.

Art. 3. De maatschappij wordt opgericht voor een duur die eindigt op de intredingwerkingsdag van een decreet waarbij haar ontbinding wordt uitgesproken en de modaliteiten van haar vereffening en de toestand van haar personeel worden geregeld.

**HOOFDSTUK II. — Maatschappelijk fonds, leningen en obligaties**

Art. 4. Onverminderd artikel 19 van het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van de W.M.W.V. is het maatschappelijk kapitaal samengesteld uit zoveel reeksen aandelen als er onderscheiden watervoorzieningsdiensten bestaan; die aandelen mogen ingeschreven worden door het Gewest, de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de particulieren.

De vennoten verbinden zich slechts afzonderlijk. Zij zijn slechts verbonden met de maatschappij tot oeloop van het bedrag van hun inschrijving.

Het maatschappelijk kapitaal is onbeperkt.

Art. 5. In afwijking van artikels 7, 5°, en 144, 4°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen (boek I, titel IX van het Handeswetboek) en overeenkomstig artikel 20, § 2, van het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van de W.M.W.V. zullen de bedragen van het maatschappelijk aanvangskapitaal en van het minimum maatschappelijk kapitaal in de statuten ingeschreven worden volgens de procedure van de statutenwijziging voorzien in artikel 3, § 2, van het decreet, ten laatste één jaar na de oprichting van de maatschappij.

Art. 6. Voor wat betreft de aan iedere dienst behorende aandelen dienen de stortingen gedaan te worden op de door de raad van bestuur bepaalde datums mits een opzeg van één maand behalve de mogelijkheid voor het Gewest, de provincies, de gemeenten en verenigingen van gemeenten hun inschrijvingen met jaarrenten af te lossen.

De titels der ingeschreven jaarrenten worden onmiddellijk aan de maatschappij afgegeven. Ze zijn onvervreemdbaar.

Art. 7. Elke storting die te laat gebeurt zal, van rechtswege en zonder in morastelling, interest opbrengen ten bate van de maatschappij aan de wettelijke interestvoet voor burgerlijke- of handelszaken.

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene vergaderingen op advies van het betrokken raadgevend comité mag de raad van bestuur, na een dubbele maning gegeven met een tussentijd van twee maanden, de uitsluiting van in gebreke zijnde vennoten uitspreken. De uitgesloten vennoot kan beroep instellen bij de Executieve die beslist nadat hij de uitleg van de raad van bestuur verhoord heeft.

Art. 8. Een vennoot mag zonder machtiging van de raad van bestuur geen enkele storting hoger dan de opgevraagde aandelen verrichten.

Art. 9. De maatschappelijke aandelen kunnen, met ingang van de raad van bestuur, aan provincies, gemeenten of verenigingen van gemeenten afgestaan worden.

Art. 10. Met machtiging van de Executieve mag de maatschappij leningen aangaan of obligaties tot zekerheid van de jaarrenten die hem verschuldigd zijn door de gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de provincies en het Gewest. Deze leningen en obligaties moeten in hoogstens negentig jaren afgelost worden.

**HOOFDSTUK III. — Toetreding, uittreding,  
uitsluiting van vennoten en terugneming van gestorte gelden**

Art. 11. Nieuwe vennoten kunnen toetreden met instemming van de raad van bestuur, die de voorwaarden van hun toetreding vaststelt.

Zo de nieuwe vennoten deel zullen uitmaken van een bestaande dienst, mag de raad zich uitspreken nadat hij het raadgevend comité van deze dienst verhoord heeft.

Zo de intreding van een nieuw vennoot in een dienst de verhoging van het dienstkapitaal eist, wordt de toetreding door de raad toegelaten op advies van het raadgevend comité van deze dienst.

Zo de raad van bestuur de toetreding weigert, kan de belanghebbende beroep instellen bij de Executieve, die beslist nadat hij de uitleg van de raad verhoord heeft.

Art. 12. Iedere nieuwe vennoot moet, bij zijn toetreding, op het bedrag van zijn aandeel, een bedrag naar evenredigheid gelijk aan de gevraagde storting op het deel van de andere vennoten van de dienst tot dewelke hij zal behoren storten.

Art. 13. Elke uittredingsaanvraag van een vennoot wordt op advies van het raadgevend comité van de dienst tot dewelke hij behoort aan de raad van bestuur voorgelegd.

De beslissing van de raad van bestuur wordt met redenen omkleed en moet door de Executieve goedgekeurd worden. In geval van weigering beschikt de aanvragende vennoot over een beroep bij de Executieve.

In afwijking van artikel 153 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zal het bedrag van de aan de ontslagnemer terug te betalen aandelen na advies van het raadgevend comité van de dienst door de raad van bestuur bepaald worden.

Art. 14. Wanneer een vennoot de verbintenissen die hij aangegaan heeft jegens de maatschappij niet naleeft mag zijn uitsluiting op advies van het raadgevend comité van de dienst tot dewelke hij behoort en onder voorbehoud van de toestemming van de algemene vergadering, behalve beroep ingesteld bij de Executieve door de uitgesloten vennoot, door een met redenen omgekleede beslissing van de raad van bestuur uitgesproken worden.

In afwijking van artikel 153 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zal het bedrag van het aan de uitgesloten vennoot terug te betalen aandeel na advies van het raadgevend comité door de raad van bestuur bepaald worden.

Art. 15. Geen enkele terugbetaling van gestorte gelden kan gedaan worden, tenzij met toestemming van de raad van bestuur, behalve beroep bij de algemene vergadering.

#### HOOFDSTUK IV. — *Beheer van de maatschappij, bestuur en toezicht*

##### *Paragraaf 1. — De raad van bestuur*

Art. 16. De maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur en een directeur-generaal bijgestaan door een adjunkt directeur-generaal.

De raad van bestuur bestaat uit twaalf leden, waaronder een voorzitter, een eerstaanwezend ondervoorzitter en een tweede ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter wordt hij door de eerstaanwezend ondervoorzitter vervangen.

Bij afwezigheid of verhindering van de eerstaanwezend ondervoorzitter wordt hij door de tweede ondervoorzitter vervangen.

Bij afwezigheid of verhindering van de tweede ondervoorzitter treedt het lid met de meeste dienstanciënniteit als voorzitter op. Bij staking van anciënniteit treedt het oudste lid als voorzitter van de raad op.

Art. 17. § 1. De leden van de raad van bestuur worden benoemd en kunnen ontslagen worden voor de helft, waarvan de voorzitter, door de Executieve, en voor de helft door de algemene vergadering van de vennoten met uitzondering van het Gewest.

§ 2. Ten minste zes bestuurders worden tussen de burgemeesters, schepenen, gemeenteraadsleden, voorzitters en raadsleden van maatschappelijke hulp van de O.C.M.W.'s van de medevennote gemeenten aangeduid.

§ 3. De raad van bestuur duidt een eerstaanwezend ondervoorzitter en een tweede ondervoorzitter tussen zijn leden aan.

§ 4. De voorzitter, de ondervoorzitters en de andere bestuurders worden benoemd voor zes jaar. Hun opdracht mag voor hetzelfde termijn voor onbepaalde tijd vernieuwd worden.

§ 5. Om de drie jaar, en voor het eerst, drie jaar na de eerste gewone algemene vergadering beëindigen zes raadsleden waarvan drie door de Executieve benoemd en drie door de vergadering benoemd hun werkzaamheden. Voor de eerste maal zal de orde van aftreden bij loting bepaald worden.

§ 6. Wanneer een opdracht voor een zetel van bestuurder aan te wijzen door de algemene vergadering vrijkomt mag de raad van bestuur tijdelijk in de vervanging voorzien; tijdens de eerstvolgende vergadering gaat de algemene vergadering over tot de definitieve verkiezing.

§ 7. Hij die aangewezen is om een voorzitter, een ondervoorzitter of een bestuurder te vervangen vóór het verstrijken van zijn opdracht doet de tijd uit van de onderbroken opdracht.

§ 8. De bestuurder die benevens gemeenteraadslid of maatschappelijke hulp raadslid is en die deze hoedanigheid zou verliezen wordt van ambtswege ontslagnemer en vervangen tijdens de eerste algemene vergadering volgend het verlies van deze hoedanigheid.

Art. 18. De raad van bestuur heeft de meest uitgebreide macht om de maatschappij te besturen en te beheren. Hij is bevoegd voor al hetgene dat niet uitdrukkelijk door de statuten aan de algemene vergadering voorbehouden is.

Benevens de bevoegdheden, hem uitdrukkelijk toegekend door de statuten, voorziet hij alle maatschappelijke zaken, met name :

- hij stelt het kapitaal, verbonden aan het oprichten van elke dienst, vast;
- hij beslist over de uitgifte van nieuwe aandelen;
- hij beslist over het oprichten, het overnemen en het uitbreiden van watervoorzieningsdiensten alsmede, op eensluidend advies van de betrokken raadgevende comités, het samenvoegen van hun diensten;
- hij verworft en vervreemdt alle goederen, roerende en onroerende;
- hij sluit alle overeenkomsten, aankopen en aannemingen voor het oprichten en het uitbaten van opgerichte of te oprichten diensten;
- hij gaat leningen aan en geeft obligaties uit;
- hij geeft waarborgen voor de veiligheid van de door de maatschappij genomen verbintenissen en neemt waarborgen aan voor de veiligheid van de tegenover de maatschappij genomen verbintenissen;
- hij bepaald de wijze waarop de beschikbare gelden worden belegd en beschikt over de in bewaring of op een lopende rekening gestelde gelden;
- hij bepaald de reglementen in verband met de inrichting van de diensten evenals de bestuurs- en inwendige orderelementen;
- hij stelt vast en wijzigt de tarieven;
- hij richt technische en andere comités op die hij nodig acht;
- hij benoemt, bevordert en ontslaat ieder agent en bediende, bepaald hun wedde, salaris en gratificaties, en mag hun opdracht en bestemming bepalen;
- hij stelt het kader evenals het administratief en geldelijk statuut van de agenten aan de Executieve voor;
- hij laat het voeren van alle gerechtsgedingen toe;
- hij behandelt, gaat dadingen of compromissen aan betreffende alle belangen van de maatschappij;
- hij ontvangt alle bedragen en waarde toekomstende aan de maatschappij;

hij doet afstand van alle werkelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding en geeft ophefing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overschrijvingen, beslagen, verzetten en andere belet-selen, zonder enige betaling hoedigen;

hij veroorzaakt de verklaring van openbaar nut en vervolgt de onteigeningen in naam van de maatschappij met de voorafgaande instemming van de Executieve;

hij bepaalt voor iedere dienst, tijdens de vaststelling van het eraan verbonden kapitaal, voor de toepassing van artikelen 6 en 42 van deze statuten de rentevoet evenals het aantal jaren die als basis moeten dienen voor het rekenen van de jaarrenten die door het Gewest, de provincies, de gemeenten en verenigingen van gemeenten afgelost zouden worden of het aflossen van de bedragen die in kapitaal door de gemeenten gestort zouden zijn, of in hun plaats, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 23 april 1986;

ieder jaar stelt hij een inventaris op en maakt de jaarrekeningen en een beheersverslag op volgens de voor-schriften van artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en levert een rapport in over de verrichtingen en de toestand van de maatschappij bij de Executieve of het lid voor dit doel afgevaardigd. De laatste balans wordt er aan toegevoegd;

hij bepaalt het bedrag van de uitkeringen en van het eventueel presentiegeld van de afgevaardigde van de vennoten in de raadgevende comités en bij de algemene vergadering.

hij zal alle maatregelen betreffende artikel 2, 2°, van deze statuten nemen.

Art. 19. De raad van bestuur mag een deel van zijn bevoegdheden overdragen aan de voorzitter of, in geval van afwezigheid of belet, aan zijn plaatsvervanger die ze zal uitoefenen op advies van de directeur-generaal.

Art. 20. De raad van bestuur vergadert zo dikwijls als het belang van de maatschappij het vergt, op oproeping van zijn voorzitter of zijn plaatsvervanger; hij moet opgeroepen worden wanneer vier bestuurders het vragen.

De aanwezigheid van de meerderheid der leden is nodig om geldig te beslissen.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden; bij staking van stemmen heeft de voorzitter van de vergadering beslissende stem.

\* Bij onthouding van de voorzitter van de vergadering en bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Art. 21. Indien de raad niet tweemaal en na regelmatige oproepingen in aantal is, beraadslaagt hij geldig in de vergadering volgende de derde oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, over punten die driemaal na elkaar op de agenda werden ingeschreven.

Art. 22. De beslissingen van de raad van bestuur worden genotuleerd in een bijzonder register dat wordt bijgehouden in de maatschappelijke zetel. De notulen worden door de leden aanwezig aan de beraadslaging getekend.

Art. 23. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet van 23 april 1986 en de artikelen 9 en 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut zetelen twee door de Executieve aangewezen commissarissen met raadgevende stem in de vergaderingen van de organen van bestuur en van toezicht van de maatschappij.

Een commissaris is het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het water behoort of zijn vertegenwoordiger, de andere is het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of zijn vertegenwoordiger.

Art. 24. Jaarlijks wordt een bedrag te verdelen tussen de voorzitter en de leden van de raad van bestuur op de algemene onkosten gebracht volgens een door hun te bepalen reglement goedgekeurd door de Executieve.

#### Paragraaf 2. — De directeur-generaal

Art. 25. De directeur-generaal en de adjunkt directeur-generaal worden benoemd en kunnen ontslagen worden door de Executieve.

De Executieve regelt hetgeen betrekking heeft op de wedde en de duur van de functies van de directeur-generaal en de adjunkt directeur-generaal.

Bij afwezigheid of belet van de directeur-generaal worden zijn functies door de adjunkt directeur-generaal vervuld.

Bij afwezigheid of belet van de directeur-generaal en van de adjunkt directeur-generaal mag de raad van bestuur één van zijn leden aanwijzen om hun functies tijdelijk te vervullen.

Art. 26. De directeur-generaal, bijgestaan door de adjunkt directeur-generaal, is namelijk belast met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en met het dagelijks beheer van de zaken van de maatschappij waarvan hij aan de raad van bestuur rekenschap moet geven.

De directeur-generaal woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem. De adjunkt directeur-generaal waarneemt het secretariaat ervan.

Ten aanzien van derden vertegenwoordigt de directeur-generaal de maatschappij in alle akten betreffende het dagelijks bestuur.

Het voeren van rechtsgedingen wordt op zijn vordering en door zijn zorg gedaan.

In uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur, tekent hij alle overeenkomsten en akten, zonder een volmacht te moeten voorleggen.

Hij levert tevens alle afschriften en uittreksels af van de notulen van de raad van bestuur, de algemene vergadering, het toezichtscomité en de raadgevende comités.

#### Paragraaf 3. — Het toezicht van de maatschappij

Art. 27. Het toezichtscomité is samengesteld uit zes commissarissen. Vijf commissarissen worden door de vennootprovincies voorgesteld. Zij worden benoemd en kunnen ontslagen worden door de algemene vergadering. Hun opdracht duurt één jaar en is voor onbepaalde tijd hernieuwbaar.

Wanneer een opdracht van commissaris vrijkomt, wordt in de vervanging voorzien tijdens de eerstvolgende bijeenkomst van de algemene vergadering.

Evenwel, indien het aantal commissarissen met meer dan de helft verminderd is bij gevolg van overlijden of andere redenen moet de raad van bestuur de algemene vergadering onmiddellijk bijeenroepen om in de vervanging van de te kort zijnde commissarissen te voorzien.

Hij die een commissaris moet vervangen vóór het verstrijken van zijn opdracht doet, in vervallen geval, de tijd uit van de onderbroken opdracht.

De zesde commissaris is de directeur-generaal van Natuurlijke Bronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of, in voorkomend geval, de inspecteur-generaal van het Water van dezelfde algemene directie.



Jaarlijks wordt een bedrag te verdelen tussen de commissarissen op de algemene onkosten gebracht volgens een door de raad van bestuur te bepalen reglement goedgekeurd door de Executieve.

Art. 28. Het toezichtscomité geeft zijn advies over de zaken die hem voorgelegd worden door de raad van bestuur.

De commissarissen hebben een onbeperkt toezichtsrecht over alle verrichtingen van de maatschappij. Zij kunnen kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en andere geschriften zonder verplaatsing van deze documenten.

Ieder semester, wordt een staat van activa en passiva van de maatschappij door de raad van bestuur aan de commissarissen overhandigd.

De commissarissen moeten het resultaat van hun opdracht met voorstellen die zij behoorlijk achten aan de algemene vergadering voorleggen en haar de wijze waarop zij de inventarissen nagekeken hebben bekend maken.

De commissaris benoemd door de Executieve overeenkomstig artikel 27 van deze statuten wordt, benevens, belast met het toezicht op de uitvoering van het programma van gesubsidieerde werken. Naar eigen wens, voegt hij een nota bij het rapport van het toezichtscomité aan de algemene vergadering.

Art. 29. § 1. De algemene vergadering benoemt een commissaris-revisor overeenkomstig artikelen 64 tot 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De commissaris-revisor gekozen door de algemene vergadering wordt voor drie jaar benoemd. Zijn bezoldiging wordt vastgesteld door de algemene vergadering.

Wanneer een opdracht van commissaris-revisor vrijkomt vóór het verstrijken van de normale duur, wordt in de vervanging voorzien door de algemene vergadering tijdens de eerstvolgende bijeenkomst.

Hij die aangeduid wordt om een commissaris-revisor te vervangen, voleindigt de opdracht van zijn voorganger.

Ieder trimester wordt aan de commissaris-revisor een staat van de kastoestand ter beschikking gesteld.

De commissaris-revisor moet de resultaten van zijn opdracht aan de goedkeuring van de algemene vergadering voorleggen en haar voorstellen doen die hij nuttig acht.

§ 2. Overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, mogen door de Executieve één of meerdere revisoren tussen de leden van het Instituut voor ondernemingsrevisoren aangewezen worden.

§ 3. De revisoren aangewezen overeenkomstig de hierboven § 1 en § 2 leggen een gezamenlijk rapport aan de algemene vergadering voor.

#### Paragraaf 4. — De raadgevende comités

Art. 30. Voor iedere dienst van waterverzorgingen in uitbating wordt een raadgevend comité opgericht, voorgezeld door een afgevaardigde van de raad van bestuur en samengesteld uit vennoten die aandelen ingeschreven hebben voor de oprichting van deze dienst, met uitsluiting van het Gewest en de provincies.

De werking van deze comités wordt vastgelegd door een reglement van de raad van bestuur goedgekeurd door de algemene vergadering.

Elk comité vergadert minstens eenmaal per jaar om de jaarrekeningen te bespreken.

Alle comités behorende tot de bevoegdheid van eenzelfde gedecentraliseerd bestuur worden ten minste eenmaal per jaar bijeengeroepen voor een algemene vergadering.

Aan het advies van dit comité worden verplicht onderworpen :

- 1° ieder ontwerp tot uitbreiding, inkrimping of wijziging van de dienst;
- 2° ieder ontwerp tot samenstelling van een dienst met één of verschillende andere diensten;
- 3° ieder ontwerp tot wijziging van de verkoopstarieven van water;
- 4° de beperking en het gebruik van het voorlopig fonds van de dienst;
- 5° ieder voorstel tot toetreding van een nieuw lid dat deel zou kunnen uitmaken van de dienst;
- 6° ieder verzoek tot uittreding of voorstel tot uitsluiting van een vennoot die van de dienst deel uitmaakt;
- 7° ieder werkprogramma hebbende een belang voor de dienst.

#### HOOFDSTUK V. — De algemene vergadering

Art. 31. De algemene vergadering is samengesteld uit de vennoten, de leden van de raad van bestuur, de directeur-generaal, de adjunct directeur-generaal en de leden van het toezichtscomité.

Elke vennoot mag zich door schriftelijke volmacht hoogstens door een afgevaardigde bij de algemene vergadering laten vertegenwoordigen. De vennoten hebben zoveel stemmen als zij aandelen bezitten.

Nochtans mag niemand aan de stemming deel nemen voor een getal dat groter is dan één vijfde van de som van het aantal onderschreven aandelen of dan twee vijfde van de op de vergadering vertegenwoordigde aandelen.

Voor de benoeming van de bestuurders wordt deze bepaling berekend afgezien van de aandelen van het Gewest.

Art. 32. Een gewone algemene vergadering van de vennoten wordt ieder jaar bijeengeroepen en voor de eerste maal te Verviers, in 1987, op de laatste dinsdag van de maand mei, om vijftien uur.

Art. 33. Het maatschappelijk boekjaar valt samen met het kalenderjaar. Op het einde van ieder maatschappelijk boekjaar stelt de raad van bestuur de inventaris, evenals de balans, de resultatenrekening en zijn bijlagen op. Deze worden aan de goedkeuring van de algemene vergadering voorgelegd.

De jaarlijkse algemene vergadering krijgt mededeling van de bestuursverslagen van de bestuurders, de commissaris(sen)-revisor en het toezichtscomité en beraadslaagt over de goedkeuring van de jaarrekeningen.

Na goedkeuring van de jaarrekeningen spreekt de vergadering de afzetting uit van de bestuurders, de commissaris(sen)-revisor en de leden van het toezichtscomité.

De jaarrekeningen worden op de griffie van de handelsrechtbank van de zetel van de maatschappij neergelegd binnen de dertig dagen na hun goedkeuring.

De algemene vergadering gaat over tot de verkiezing van de bestuurders, de commissaris-revisor en de commissarissen in vervanging van de uittreedende, ontslagnemende of overledene titularissen waarvan de benoeming haar toebehoort.

De vertegenwoordigers van het Gewest mogen niet aan de aanduiding van de bestuurders deelnemen.

Art. 34. De raad van bestuur kan buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen. Op verzoek van het toezichtscomité, van een commissaris-revisor of van vennoten die één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, moet hij ze binnen de dertig dagen bijeenroepen. Dit verzoek bevat de agenda met de punten die door de vergadering behandeld moeten worden.

Art. 35. De oproepingen voor iedere algemene vergadering bevatten de agenda en gebeuren door aangetekend schrijven en via een bericht in het *Belgisch Staatsblad*, ten minste twintig dagen vóór de datum van de vergadering. Er kan geen beslissing getroffen worden over punten die niet op de agenda werden geplaatst.

Art. 36. Het bureau van de algemene vergadering is samengesteld uit de leden van de raad van bestuur, de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur, of, bij gebreke van hem, door zijn plaatsvervanger.

De voorzitter duidt de secretaris aan.

In geval van stemming, sluit het bureau zich twee afgevaardigden van de vennoten als stemopnemers aan. Een aanwezigheidslijst met opgave van de namen van de vennoten en met aanduiding van het aantal aandelen die zij vertegenwoordigen wordt door ieder van hen vóór de aanvang van de vergadering ondertekend.

Art. 37. De algemene vergadering is regelmatig samengesteld welke het getal van vertegenwoordigde aandelen ook moge zijn. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Wanneer het nochtans beslissingen betreft die betrekking hebben op het wijzigen van statuten, het uitsluiten van een vennoot, de afstand van een uitbating of de overdracht van heel of een gedeelte van een voorzieningsdienst, is de vergadering slechts geldig samengesteld, wanneer de aanwezige vennoten ten minste de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. Is er aan deze vereiste niet voldaan, dan is een nieuwe oproeping nodig en beraadslaagt de nieuwe vergadering geldig ongeacht het aantal door de aanwezige vennoten vertegenwoordigde aandelen. In om het even welk geval, kan een voorstel slechts goedgekeurd worden bij volstrekte meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Elke wijziging van de statuten moet door de Executieve goedgekeurd worden.

Art. 38. De geheime stemming is naar recht indien gevraagd door tien vennoten en is verplicht voor de benoemingen en de afzettingen.

Het bureau moet de nodige maatregelen nemen om het volstrekt geheim van de stemming te verzekeren. De raad van bestuur bepaalt in een aan de goedkeuring van de algemene vergadering voorgelegd reglement de beraadslagingswijze van deze laatstgenoemde en de nodige formaliteiten om er toegelaten te worden.

Art. 39. De notulen van de algemene vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau en de vennoten die het wensen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Rekeningen van de diensten, rekeningen en balans, verdeling van de winst, reservefondsen*

Art. 40. Voor elke onderscheiden watervoorzieningsdienst wordt in de maatschappelijke boekhouding een bijzondere boekhouding bijgehouden. Het aandeel van de dienst in de algemene onkosten van de maatschappij wordt er als uitgave ingeschreven; deze wordt berekend op basis van het bedrag van de kapitalen die werden geïnvesteerd voor de oprichtings-, uitbreidings- en verbeteringswerken van deze dienst vermeerderd door een herwaarderingscoëfficiënt jaarlijks vastgesteld door de raad van bestuur.

Art. 41. Indien de rekening van een dienst met een nadelig saldo wordt afgesloten, moet dit laatste door de vennoten van deze dienst met uitsluiting van het Gewest en de provincies in speciën aangezuiverd worden.

Het bij te passen bedrag wordt tussen de gemeentelijke vennoten verdeeld evenredig met de hoeveelheden gebruikt water in hun gemeenten gedurende het laatste boekjaar. Het moet betaald worden binnen twee maanden na aanbidding van de rekening door de maatschappij.

Art. 42. Na aftrekking van de onkosten zal het overschot van de ontvangsten van iedere dienst dienen om :

1. de gemeenschappelijke reserve voor alle diensten op te richten ten belope van 1/20e van het overschot; het maximum van deze reserve zal door de algemene vergadering vastgesteld worden;

2. een winstaandeel toe te kennen aan de bezitters van aandelen van deze dienst, met uitzondering van het Gewest en de provincies tenzij het aandelen zijn die tijdelijk ingeschreven werden door deze openbare overheden in de plaats van de gemeenten waarvan de toetreding niet onmiddellijk bekomen werd.

Het winstaandeel zal naar evenredigheid van de financiële lastengedragen door iedere vennoot tijdens het laatste boekjaar berekend worden. Voor deze berekening, mag de raad van bestuur iedere storting in geld in vrijlating van aandelen veranderen in een fictieve jaarrente. Voor wat betreft de gemeenten en verenigingen van gemeenten of de aandelen ingeschreven door het Gewest of de provincies ten ontlasting van de gemeenten, zal het winstaandeel nochtans het bedrag dat overeenkomt met de interest en de aflossing van de uitgevoerde stortingen of het bedrag van de ingeschreven jaarrente niet overschrijden. Het zal niet meer toegekend worden wanneer de aflossing van hun maatschappelijke aandelen volledig gedaan zal zijn. Voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de particulieren mag het winstaandeel 4 % van de verrichte stortingen niet overschrijden;

3. wanneer, na deze toekenning, er een overschot blijft en wanneer, voor een vorig boekjaar, het winstaandeel toegekend aan de vennoten lager dan de in § 2 bepaalde grenzen gebleven is mag de algemene vergadering, op voorstel van de raad van bestuur en na advies van het betrokken raadgevendcomité, het overschot tot maximum de helft aan de betaling van een bijkomend winstaandeel voor het betrokken boekjaar toekennen zonder de wettelijke grenzen te overschrijden.

De overschot wordt voor de oprichting van een voorzorgsfonds voor iedere dienst aangewend. De maximumgrens van het voorzorgsfonds zal door de raad van bestuur bepaald worden op advies van het raadgevend comité van de dienst;

4. Wanneer de maximumgrens van de voorzorgsfonds bereikt zal zijn wordt het overschot van de winsten verdeeld tussen de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de particulieren die klant zijn van deze dienst op voorstel van de raad van bestuur en na advies van het betrokken raadgevend comité.

Art. 43. Het voorzorgsfonds is bestemd om uitbreidings-, wijzigings- en verbeteringswerken in de watervoorzieningsdiensten te financieren. Wanneer deze werken tot de eerste oprichting behoren, wordt het aandeel in het maatschappelijk kapitaal van iedere vennoot, met uitzondering van het Gewest en de provincies nochtans tot het verschuldigd bedrag verhoogt.

HOOFDSTUK VII. — *Ontbinding, overdracht of beëindiging van de uitbating*

Art. 44. De ontbinding van de maatschappij mag alleen maar op de datum van de inkrachttreding van een decreet tot regeling van haar ontbinding en van de toestand van haar agenten uitgesproken worden.

Art. 45. De maatschappij zal door de Executieve toegelaten worden om, op de door haar te bepalen voorwaarden :

1° aan een gemeente of een vereniging van gemeenten helemaal of gedeeltelijks één van haar watervoorzieningsdiensten over te laten;

2° de uitbating van één van haar diensten te beëindigen op voorstel van de meerderheid van de vennoten die maatschappelijke aandelen ingeschreven voor de oprichting van deze dienst bezitten.

In geval van toepassing van artikel 7 van het decreet van 23 april 1986 bij gevolg van volkomen overdracht of beëindiging van uitbating van een watervoorzieningsdienst maken de vennoten die maatschappelijke aandelen van deze dienst bezitten niet meer deel uit van de maatschappij tenzij zij aandelen betreffende andere diensten bezitten.

Er zal overgegaan worden tot de vereffening van het vennootschapsvermogen van de overgedragen of verlaten dienst.

Wanneer de grondslagen van dit vermogen niet vastgelegd werden bij de oprichting van deze dienst zal het bedrag van het aan ieder vennoot verschuldigd aandeel vastgelegd worden door de raad van bestuur na advies van het raadgevend comité van de betrokken dienst zonder nadeel voor alle vergoedingen of schadevergoedingen die aan de maatschappij verschuldigd zouden zijn.

F. 87 — 1059

**22 JANVIER 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
déterminant les modalités d'application de l'article 77novies du Code du Logement**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 77novies, inséré par le décret du Conseil régional wallon du 3 mai 1983 et modifié par les décrets des 14 mars 1985 et 16 décembre 1986;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 22 juillet 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Logement et de la Tutelle,

Arrête :

**Article 1er.** Aux conditions fixées par le présent arrêté, et dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget, la Région prend en charge les travaux mentionnés aux articles ci-après.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° **Ministre :** le membre de l'Exécutif régional wallon qui a le Logement dans ses attributions;

2° **Groupe d'habitations :** le groupe de logements ou les immeubles tels que définis à l'article 77novies, § 1er, ou encore le groupe de parcelles tel que défini au § 2 du même article;

3° **Voiries intérieures :** les voiries normalement nécessaires à la circulation des véhicules et des piétons à l'intérieur des limites de la propriété des organismes visés à l'article 77novies, § 1er, du Code du Logement; sont assimilées aux voiries intérieures, les voiries bordées par les espaces dont la nature même ou une réglementation d'ordre général empêche que ces voiries desservent d'autres habitations que celles du groupe d'habitations concerné;

4° **Voiries périphériques :** les voiries qui sont bordées d'un seul côté par le groupe d'habitations;

5° **Voiries d'accès :** les voiries indispensables pour assurer un accès normal au groupe d'habitations.

**Art. 3. § 1er.** L'équipement en voirie, visé à l'article 77novies, § 1er, du Code du Logement comporte l'établissement ou l'appropriation :

a) de voiries intérieures, qui comprennent les espaces réservés à la circulation des véhicules et des piétons ainsi que les emplacements de stationnement nécessaires;

b) de voiries périphériques, qui comprennent les espaces réservés à la circulation des véhicules ainsi que les trottoirs et les emplacements de stationnement nécessaires situés en bordure du groupe d'habitations;

c) de voiries d'accès, qui comprennent les espaces réservés à la circulation des véhicules ainsi qu'un piétonnier d'accès s'il est nécessaire.

§ 2. Le coût de l'équipement visé au § 1er est pris en charge par la Région à cent pour cent pour les voiries intérieures, à quatre-vingts pour cent pour les voiries périphériques et à soixante pour cent pour les voiries d'accès, à condition que ces équipements fassent défaut ou soient insuffisants.

Toutefois, le coût des trottoirs situés en bordure du groupe d'habitations est pris en charge à cent pour cent.

§ 3. Ne sont pas pris en charge par la Région :

a) les travaux de renforcement ou d'appropriation d'immeubles bâtis qui résultent de l'incorporation de routes dans la construction ou de la surcharge due à celles-ci;

b) les murs de soutènement imposés pour l'établissement ou l'appropriation de la voirie du fait de l'implantation particulière des bâtiments;

c) sous réserve des dispositions de l'article 8, § 2, les travaux d'équipements situés à l'intérieur des espaces couverts;

d) les chapes d'étanchéité et les contre-chapes de protection situées sur les espaces couverts;

e) la signalisation routière.